



Janvier 2024

Econopolis Patrimonial Sustainable
Politique d'investissement responsable

Econopolis Patrimonial Sustainable est un compartiment de Econopolis Funds, une SICAV de droit luxembourgeois gérée par Conventum TPS. La politique d'investissement est déléguée à Econopolis Wealth Management NV (ci-après "Econopolis").



Notre philosophie

Le succès à long terme d'Econopolis repose sur la confiance. **La pérennité de l'activité constitue une condition sine qua non pour maintenir cette confiance.** Ce document énumère les principes mis en œuvre par Econopolis pour assurer la pérennité de ses activités et, pour ce faire, renforcer le lien à long terme avec ses clients et sa contribution à la société. **La présente charte est aussi censée épauler Econopolis et son personnel dans leurs missions et leurs décisions.** Elle comporte à la fois des principes généraux et des critères spécifiques qui s'appliquent aux portefeuilles d'investissement concernés.

Principes fondamentaux

Pour Econopolis, **le développement durable se réfère à la prise de responsabilité de son empreinte environnementale**, et englobe la capacité à être un partenaire crédible et fiable en agissant de manière éthique et responsable envers la société et les clients. Les droits de l'Homme, les droits des travailleurs, la responsabilité environnementale et la lutte contre la corruption sont ancrés dans nos processus décisionnels pour contribuer à la bonne santé des marchés financiers. Le développement durable est au centre de nos activités quotidiennes et est une source de valeur ajoutée.

Les principes de développement durable énoncés ci-dessous reposent sur le code de déontologie d'Econopolis et régissent les attitudes de tous les acteurs dans leurs tâches quotidiennes et la prise de décisions. Nous tenons compte de ces principes ainsi que d'autres (tels que les questions environnementales, sociales et de gouvernance) lors de l'évaluation des risques et des perspectives des entreprises. Econopolis exige également que ses partenaires commerciaux et fournisseurs adhèrent à ces principes.



Econopolis a signé les **United Nations Principles for Responsible Investment (UN PRI)**. Par conséquent, nous démontrons notre adhésion aux six principes des PRI des Nations unies pour l'intégration des questions ESG dans nos pratiques d'investissement.

- ✓ Nous nous engageons à être une entreprise citoyenne.
- ✓ Nous nous engageons en faveur des droits de l'Homme, des droits des travailleurs et de la liberté.
- ✓ Nous nous engageons en faveur de l'égalité des chances et de la diversité.
- ✓ Nous nous engageons à veiller au bien-être de nos travailleurs.
- ✓ Nous prônons l'éthique, l'honnêteté et la sincérité.
- ✓ Nous nous engageons à respecter l'environnement.
- ✓ Nous rejetons toute forme de chantage et de corruption.



La durabilité au-delà de l'investissement

En tant que gestionnaire d'actifs, **nous sommes fermement convaincus que le développement durable ne se limite pas aux investissements**. Nous sommes conscients de la nécessité de l'intégrer dans l'ensemble de l'entreprise :



Chaque travailleur a signé notre politique d'intégrité, à savoir notre code de déontologie, de morale et d'éthique.



Nous encourageons nos employés à contribuer aux efforts visant à réduire l'empreinte écologique d'Econopolis.



Econopolis soutient les principes de l'UNPRI depuis des années.



Politique d'investissement responsable

La politique d'investissement responsable du compartiment Econopolis Patrimonial Sustainable s'applique aux investissements directs et indirects, tels que ceux effectués par l'intermédiaire d'autres fonds. Le compartiment Crelan Fund EconoFuture investit dans des produits qui ont l'objectif de l'utilisation des fonds (tels que les obligations vertes, sociales et durables), ainsi que dans des produits qui visent explicitement à l'investissement socialement responsable (conformément à l'**article 9 du SFDR**) ou dans des produits répondant aux critères de durabilité décrits ci-dessous, également au niveau look-through.

La dernière catégorie d'investissement durable du compartiment repose sur **quatre stratégies distinctes**, qui sont utilisées comme critères d'investissement. Ensemble, ces stratégies permettent aux investisseurs de placer leur argent de manière responsable et de manière à garantir leur confiance dans le processus d'investissement. En plus de ces quatre stratégies, Econopolis a également une **politique clairement définie concernant les activités controversées**, ainsi qu'une politique spécifique pour les **obligations d'État** qui ne sont pas considérées comme des produits use-of-proceeds ou des produits SFDR Art. 9.

Sélection négative

Certaines entreprises n'ont pas leur place dans un portefeuille d'investissement responsable. Nous appliquons donc des critères spécifiques de sélection négative pour filtrer ces entreprises. Pour ce faire, nous suivons la liste d'exclusion du Fonds de pension du gouvernement norvégien Global.

Norms-based screening

Les thèmes utilisés dans notre stratégie d'investissement sont basés sur le livre "Econoshock" de notre fondateur Geert Noels. En pratique, cela signifie que nous évaluons les entreprises en fonction de leur conformité aux dix principes du UN Global Compact. Nous appliquons également la liste d'exclusion basée sur l'activité du World Bank/IFC et les principes directeurs de l'OECD Guidelines for Multinational Enterprises.

Intégration ESG

Nous intégrons les facteurs ESG dans nos décisions d'investissement. Pour compléter notre propre analyse et fournir un point de vue objectif, nous avons un partenariat de longue date avec Sustainalytics, un leader mondial de la recherche ESG indépendante. Les recherches menées par Sustainalytics ainsi que les évaluations des risques ESG qui en découlent sont spécialement élaborées pour aider les investisseurs à identifier et à appréhender les risques ESG qui ont un impact financier significatif.

Sélection best-in-universe

Sur base de la méthodologie d'évaluation des risques ESG de Sustainalytics, nous appliquons une stratégie de sélection "best-in-universe". Seuls les émetteurs dont la note de risque ESG se situe dans les 75% supérieurs de l'univers sont pris en compte dans cette stratégie. En outre, nous excluons les entreprises qui ont été impliquées dans des incidents controversés graves, mesurés par le score de controverse de Sustainalytics.

Positions sur les activités controversées

Nous exigeons des entreprises présentes dans notre portefeuille qu'elles agissent en conformité avec notre engagement envers PRI des Nations Unies et qu'elles se conforment aux lois, réglementations, droit humanitaire international, conventions internationales en vigueur ainsi qu'aux normes de bonnes pratiques environnementales, sociales et de gouvernance. Nous avons également défini des positions claires concernant un certain nombre d'activités controversées.

Investissements en obligations d'État

Des critères spécifiques d'investissement dans les obligations d'État sont basés sur des critères d'exclusion (p.a. Transparency Index, Freedom House...) et le Country Risk Rating de Sustainalytics. Ces critères s'appliquent également au niveau look-through.

Exclusions

Norwegian Government Pension Fund Global est l'un des plus grands fonds souverains au monde, avec des actifs de plus de 1 000 milliards de dollars US, et **est largement considéré comme un leader en matière de durabilité.**

Le Fonds de pension norvégien publie des attentes claires à l'égard des entreprises de son portefeuille concernant les défis mondiaux en matière de gouvernance et



de durabilité. En outre, le ministère norvégien des finances a publié des lignes directrices spécifiques pour le suivi et l'exclusion. Ces critères couvrent des types de produits spécifiques et signifient que le fonds ne peut pas investir dans des entreprises qui, elles-mêmes ou par le biais

d'entités contrôlées par elles, produisent des armes qui violent les principes humanitaires fondamentaux dans le cadre de leur utilisation normale, produisent du tabac ou vendent des armes ou des équipements militaires à certains pays. Les entreprises peuvent également être exclues si il existe un risque inacceptable de comportement considéré comme hautement contraire à l'éthique.

Toutes les entreprises figurant sur la liste d'exclusion du Fonds de pension norvégien sont également exclues pour le compartiment. La liste complète des entreprises peut être consultée à l'adresse suivante <https://www.nbim.no/en/the-fund/responsible-investment/exclusion-of-companies/>

Norms-based screening



Pour mettre en pratique notre stratégie fondée sur les normes, les entreprises qui ne respectent pas (de manière structurelle, répétitive et sérieuse) les 10 principes du UN Global Compact (UNGC) ne sont pas éligibles à l'investissement. Il en va de même pour les principes directeurs de l'OECD Guidelines for Multinational Enterprises.



Les entreprises impliquées dans des activités qui figurent sur **la liste d'exclusion par activité de la International Finance Corporation, une filiale de la World Bank**, ne sont pas non plus éligibles à l'investissement. Ces activités ne sont pas conformes à nos propres normes d'investissement responsable, que nous voulons maintenir à tout moment. La liste complète des activités peut être consultée sur le site <https://www.ifc.org/exclusionlist>.

Positions

Nous avons des attentes clairement définies en matière de critères ESG pour les entreprises dans lesquelles nous investissons et pour nos propres activités. Nous communiquons ces attentes aux entreprises ainsi qu'à toutes les autres parties prenantes. En tant qu'investisseur responsable, nous attendons des entreprises dans lesquelles nous investissons qu'elles respectent nos engagements envers les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies, ainsi que les lois et réglementations en vigueur, le droit international humanitaire et les conventions internationales, ainsi que les normes de bonnes performances environnementales, sociales et de gouvernance. Nous avons des normes et des valeurs bien établies dans les domaines suivants :

Droits de l'Homme

Il est attendu des entreprises qu'elles se conforment aux principes des droits de l'homme internationalement reconnus et qu'elles prennent des mesures pour prévenir et gérer leur impact sur les droits de l'homme. Les enjeux liés aux droits de l'homme comprennent, entre autres, la complicité dans les violations des droits de l'homme, l'esclavage moderne et le travail des enfants, la sécurité et la santé au travail, les droits des peuples autochtones et le déplacement forcé de populations locales, la liberté d'association

et de négociation collective, ainsi que le droit international humanitaire. Cependant, il est précisé que Econopolis n'est pas concerné par les principes de l'UNGC sur les droits de l'homme et du travail.

Armement

Conformément à la loi du 8 juin 2006, modifiée en dernier lieu le 16 juillet 2009, Econopolis n'investit pas dans des entreprises ayant des activités liées à l'armement qui ne peuvent être financées en Belgique (armes à sous-munitions, mines antipersonnel, munitions et blindages à l'uranium appauvri, armes biologiques, chimiques ou nucléaires, phosphore blanc, etc.) En outre, Econopolis n'investit pas dans les entreprises dont plus de 5% des revenus proviennent de la production ou du commerce d'armes/de munitions ou de leurs composants sur mesure, car nous considérons que ces activités sont très controversées en raison de leur impact disproportionné sur la population humaine.

Tabac

Econopolis n'investit pas dans des entreprises qui fabriquent ou vendent en gros (>5%) des produits du tabac ou des e-cigarettes, car nous sommes préoccupés par l'impact de ces produits sur la santé et le bien-être de la société.

Divertissement pour adultes/ Pornographie

Econopolis n'investit pas dans les sociétés actives dans la production ou la distribution

pornographie ou de divertissement pour adultes. Nous considérons que ce secteur est très controversé en raison de son impact négatif probable sur la société. En outre, il y a de fortes chances que les entreprises actives dans ce secteur ne respectent pas les principes des droits de l'Homme (par exemple, les principes de travail de l'UNGC).

Jeux de hasard

Econopolis n'investit pas dans les entreprises qui tirent une part substantielle de leurs revenus (>5%) de produits ou services de jeux d'argent (y compris les casinos). Nous considérons que ces activités sont très controversées, étant donné l'impact potentiel qu'elles peuvent avoir sur les joueurs et leur environnement et sur la société en général (par exemple, problèmes de dépendance, risque de faillite personnelle, etc.)

Alcool

Econopolis n'investit pas dans les entreprises qui tirent une part importante de leurs revenus (>10%) de la production ou du commerce d'alcool (à l'exception de la bière et du vin), compte tenu de l'impact potentiel sur la santé et le bien-être des individus, et de la société en général (problèmes de dépendance, maladies chroniques, accidents de la route, etc.)

Fourrure

Econopolis n'investit pas dans les entreprises qui tirent une part importante de leurs revenus (>5%) de la production ou du commerce de produits en fourrure. Nous considérons que cette activité est très controversée compte tenu de son impact sur le bien-être des animaux.

Cuir spécialisé

Econopolis n'investit pas dans les entreprises qui tirent une part importante de leurs revenus (>10%) de la production ou du commerce de "cuir spécialisé". Nous considérons que ces activités sont très controversées en raison de leur impact sur le bien-être des animaux.



Amiante

Econopolis n'investit pas dans les entreprises actives dans l'extraction ou la production de fibres d'amiante. L'amiante est actuellement interdit dans plus de 50 pays. Il a été prouvé que l'amiante peut provoquer des maladies graves (par exemple, le cancer) et a donc un impact négatif important sur la société.

Pétrole et gaz non-conventionnels

Econopolis n'investit pas dans des sociétés actives dans l'exploration ou l'extraction de pétrole et de gaz non conventionnels (extraits par des méthodes autres que les méthodes de production traditionnelles). Cela comprend, entre autres, l'extraction de pétrole de sables bitumineux, de méthane de houille, de pétrole extra-lourd, de pétrole et de gaz arctiques, ainsi que de pétrole et de gaz obtenus par des méthodes telles que la fracturation hydraulique ou le forage ultra-profond. Ces activités présentent des risques inacceptables pour l'environnement (utilisation de l'eau, pollution, forte consommation d'énergie) et sont donc exclues des investissements.

Pétrole et gaz conventionnelle

Econopolis n'investit pas dans des sociétés engagées dans la prospection, l'extraction ou le raffinage (à l'exception de la transformation du pétrole en produits chimiques) de ressources pétrolières et gazières conventionnelles ou dans le transport de pétrole. Nous considérons que ces activités contribuent négativement au changement climatique.

Charbon

Econopolis n'investit pas dans les sociétés actives dans l'exploration, l'extraction, l'exploitation, la distribution le raffinage ou le transport de charbon thermique. Nous considérons que ces activités sont incompatibles avec un avenir durable et

qu'elles contribuent au réchauffement de la planète en raison de l'intensité en carbone de la production d'électricité à partir du charbon.

Production d'électricité

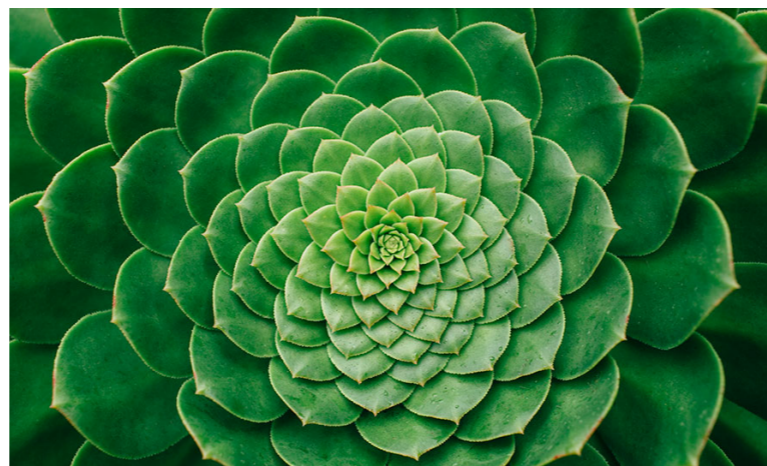
Econopolis n'investit pas dans les centrales électriques dont l'intensité de carbone n'est pas conforme à un scénario de moins de 2 degrés (Accord de Paris de l'OCDE). Cela signifie qu'en 2021, le maximum de gCO₂/kWh est de 393. En 2022, il sera de 374, en 2023 de 354, en 2024 de 335 et en 2025 de 315.

Nucléaire

Econopolis comprend le rôle temporaire de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique pour passer à un approvisionnement en énergie à faible teneur en carbone, mais est conscient des problèmes de sécurité et de l'impact environnemental des déchets nucléaires. Par conséquent, les entreprises actives dans le secteur de l'énergie nucléaire ne peuvent être incluses dans l'univers d'Econopolis que si elles répondent aux critères suivants ;

- *La production absolue de l'entreprise et/ou sa capacité à fournir des produits/services doit être en augmentation.*

- *L'entreprise doit remplir au moins l'un des critères suivants ;*
- *Avoir un objectif SBTi fixé à un niveau bien inférieur à 2°C ou 1,5°C, ou avoir un engagement SBTi Business Ambition for 1.5°.*
- *Tirer plus de 50 % de son chiffre d'affaires d'activités contributives*
- *consacrer plus de 50 % de ses dépenses d'investissement à des activités contributives.*
- *Les activités contributives sont des activités incluses dans la taxonomie de l'UE, à l'exception des activités suivantes ;*
- *4.27 Construction et exploitation sûre de nouvelles centrales nucléaires pour la production d'électricité ou de chaleur, y compris pour la production d'hydrogène, en utilisant les meilleures technologies disponibles.*
- *4.28 Production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire dans des installations existantes*
- *4.29 Production d'électricité à partir de combustibles gazeux fossiles*
- *4.30 Cogénération à haut rendement de chaleur/froid et d'électricité à partir de combustibles gazeux fossiles*
- *4.31 Production de chaleur/froid à partir de combustibles fossiles gazeux dans un système efficace de chauffage et de refroidissement urbain*



Biocarburants

Les entreprises actives dans la production d'énergie à partir de biocarburants doivent également respecter le scénario "moins de 2 degrés" décrit dans la section sur la production d'électricité ci-dessus afin de pouvoir être considérées pour un potentiel investissement.

L'impact de l'huile de palme sur la déforestation et la biodiversité

Econopolis n'investit pas dans les entreprises qui produisent de l'huile de palme, quel que soit le taux de certification de la "Roundtable for Sustainable Palm Oil (RSPO)". Nous notons que la production d'huile de palme est associée à une série de problèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance tels que la déforestation, la biodiversité, les droits des communautés locales, les conditions de travail et les droits des populations autochtones.

Genre et diversité

La gestion des questions clés liées au genre et à la diversité fait partie intégrante de l'évaluation des risques ESG de

Sustainalytics, ainsi que du score de controverse de Sustainalytics.

La consommation d'eau

La consommation d'eau ne possède actuellement pas de critères spécifiques afin d'être intégrée dans notre processus d'investissement en raison du manque de données cohérentes. Néanmoins, elle est prise en compte à la fois dans le classement de l'agence indépendante de notation extra-financière Sustainalytics et dans notre position sur les activités controversées. Par exemple, le processus d'extraction du gaz de schiste, qui nécessite beaucoup d'eau, est une raison importante pour laquelle les sociétés pétrolières et gazières non conventionnelles sont exclues de notre univers d'investissement.

Taxes

La capacité et la volonté des émetteurs de payer des impôts, ainsi que la transparence et la conformité aux lois fiscales applicables, sont incluses dans l'analyse ESG des émetteurs, tant par nos analystes internes que par l'agence de notation extra-financière indépendante Sustainalytics (notamment par le biais de son score de controverse pour lequel nous utilisons des critères spécifiques, comme décrit plus bas dans ce document).

Régimes oppressifs

Econopolis n'investit pas dans les obligations d'État émises par des gouvernements qui font l'objet de sanctions étendues et qui ne respectent pas les droits de l'Homme. Vous trouverez plus de détails sur notre politique d'investissement responsable concernant les investissements en obligations d'État plus loin dans ce document.

Produits agricoles

Econopolis n'investit pas dans les contrats dérivés sur les produits agricoles. L'impact de la spéculation alimentaire sur la volatilité et les prix constitue un risque inacceptable pour les agriculteurs locaux et les populations les plus pauvres.

Le peine de mort

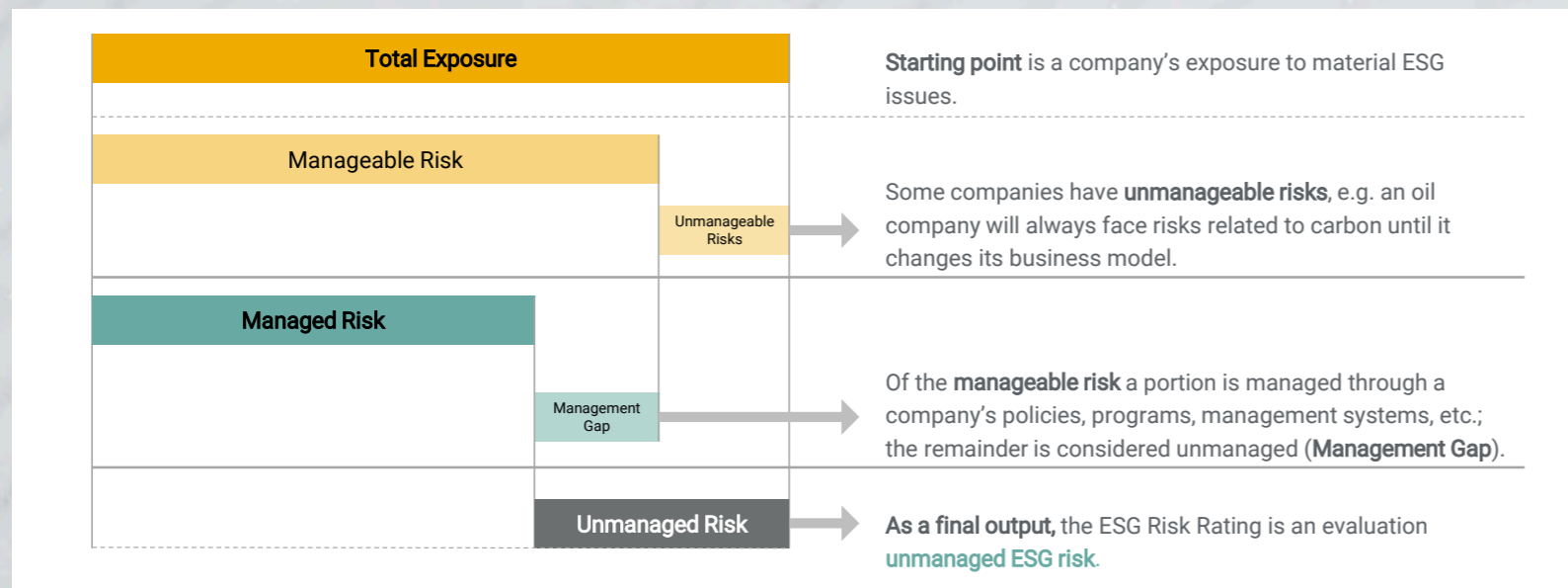
L'attitude d'un pays à l'égard de la peine de mort est intégrée dans l'analyse ESG et l'évaluation du risque pays calculées par l'agence indépendante de notation extra-financière Sustainalytics. Dans les politiques de durabilité des fonds d'obligations d'État, nous appliquons un filtre ESG aux investissements en obligations d'État sur la base de ces évaluations du risque pays.

Pollution et déchets

La politique et le comportement d'un émetteur en matière de pollution et de déchets sont inclus à la fois dans la note de risque ESG et dans le score de controverse, qui sont calculés par l'agence indépendante de notation extra-financière Sustainalytics.



- ✓ Seules les entreprises émettrices dont ESG Risk Rating se situe dans les 75 % supérieurs de l'univers Sustainalytics sont éligibles pour le portefeuille*.
- ✓ La moyenne ESG Risk Rating de Sustainalytics du portefeuille doit être inférieure à 30.
- ✓ Les entreprises émettrices dont le score de controverse de Sustainalytics est supérieur à 4 ne sont pas prises en considération dans le portefeuille*.



Les entreprises sont classées en **5 catégories** en fonction de leur ESG Risk Rating.

- Negligible Risk: ESG Risk Rating entre 0 et 10
- Low Risk: ESG Risk Rating entre 10 et 20
- Average Risk: ESG Risk Rating entre 20 et 30
- High Risk: ESG Risk Rating entre 30 et 40
- Severe Risk: ESG Risk Rating plus de 40

L'externalisation d'une expertise de premier ordre

L'évaluation du risque ESG de Sustainalytics mesure l'exposition des entreprises aux questions ESG importantes et leur gestion. La notation mesure et compte à la fois les risques non gérés (écart de gestion) et les risques non gérables qui sont, par exemple, liés au secteur de l'entreprise. Une question ESG est considérée comme importante si l'entreprise y est suffisamment exposée. La gouvernance d'entreprise est considérée comme importante pour toutes les entreprises.

Le score de controverse de Sustainalytics identifie et évalue l'implication des entreprises dans des incidents qui peuvent avoir un impact négatif sur les parties prenantes, l'environnement ou les opérations de l'entreprise. Le score de controverse va de 0 (aucune controverse) à 5 (impact sévère).

De plus amples informations sur la méthodologie de l'évaluation du risque ESG et du score de controverse sont disponibles sur le site web (www.sustainalytics.com).

*Pour permettre **notre propre point de vue sur les questions de durabilité**, nous autorisons le portefeuille à être composé d'au plus 10% d'entreprises ayant une notation Sustainalytics inadéquate, si le comité d'investissement l'accepte. Le portefeuille peut également investir 10 % de ses actifs dans des entreprises qui ne sont pas notées par Sustainalytics.

Obligations d'État

Comme mentionné ci-dessus, le compartiment investit (également au niveau look-through) dans **des produits use-of-proceeds** (p.e. obligations vertes, sociales, durables....), dans des produits qui ont l'ISR comme objectif (**SFDR Art. 9**) ou dans des produits qui répondent aux **critères durables** décrits ci-dessus. Des critères de durabilité stricts sont appliqués aux investissements dans des obligations d'État qui ne sont pas classées comme use-of-proceeds ou SFDR Art. 9. Ils sont divisés en deux catégories.

Critères d'exclusion

Une série de critères d'exclusion est appliquée aux investissements en obligations d'État qui ne sont pas classées comme décrit ci-dessus*.

Pour toutes les obligations d'Etat, le compartiment n'investira pas dans des obligations d'Etat émises par des Etats qui :

- ✓ Ont un score moyen sur les 6 WGI inférieur à la médiane de la catégorie "low- and middle-income economies".
- ✓ Ont un score inférieur pour un seul indicateur WGI à la médiane de l'indicateur WGI le moins bien noté de la catégorie "low- and middle-income economies".

Les 6 Worldwide Governance Indicators (WGI) de la World Bank sont:

1. Voice and Accountability
2. Political Stability and Absence of Violence/Terrorism
3. Government Effectiveness
4. Regulatory Quality
5. Rule of Law
6. Control of Corruption

En outre, le compartiment n'investira pas dans des obligations d'État émises par des pays "high-income economies" (tels que définis par la World Bank) qui :

- ✓ Sont classés comme "Not Free" par l'enquête de Freedom House
- ✓ Ont obtenu un score inférieur à 40/100 à l'indice de corruption de Transparency International
- ✓ Ont des budgets militaires significants (>4% du PIB)
- ✓ Sont considéré comme des "Jurisdictions with strategic AML/CFT deficiencies" par le ATF
- ✓ Ne font pas parti du Paris Agreement, le UN Convention on Biological Diversity et le Nuclear Non-Proliferation Treaty
- ✓ N'ont pas ratifié ou appliqué les 8 conventions ILO et moins de la moitié des 18 traités internationaux relatifs aux droits de l'homme
- ✓ Ont la légalisation et l'application de la peine de mort

*Pour des raisons de diversification, les critères d'exclusion ne s'appliquent pas aux émetteurs de monnaies de réserve essentielles comme les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni.

Sustainalytics' Country Risk Rating

La Country Risk Rating de Sustainalytics mesure le risque pour la prospérité et le développement économique à long terme d'un pays en évaluant dans quelle mesure celui-ci gère de manière durable ses moyens naturels, humains et institutionnels. La manière dont la notation Country Risk Rating est calculée et appliquée dans des critères d'investissement est décrite à la page suivante.

Country Risk Rating

La Country Risk Rating de Sustainalytics mesure **le risque pour la prospérité et le développement économique à long terme d'un pays** en évaluant dans quelle mesure celui-ci gère de manière durable ses moyens naturels, humains et institutionnels.

À l'instar des entreprises, les pays sont classés en cinq catégories (grave, élevé, moyen, faible et négligeable) en fonction de leur score de risque.

Econopolis met à profit les capacités de Sustainalytics pour **appliquer des critères spécifiques à toutes les obligations d'État dans le portefeuille.**

- Les pays ayant un score de risque « pays » grave ou élevé sont exclus des investissements en obligations d'État.
- Soucieux d'avoir une prise sur les enjeux du développement durable, nous limitons le nombre de pays (max. 5) affichant un score de risque élevé dans tous les fonds d'investissement.

Les deux critères réunis **excluent plus de 50 pays** des investissements dans les obligations d'État (soit 30 % du monde).



How it Works



Sustainalytics utilizes wealth data provided by the [World Bank \(see link\)](#) and groups a country's assets (or National Wealth) into three categories:



Natural & Produced Capital

(e.g. infrastructure, energy independence and natural resources)



Human Capital

(e.g. access to water and sanitation, mean years of schooling and life expectancy)



Institutional Capital

(e.g. rule of law, corruption and political liberties)



A country's ability to utilize and manage its wealth in an effective and sustainable manner is determined by:



ESG Performance



ESG Trends



ESG Events

(e.g. civil conflicts, natural disasters)

COUNTRY RISK RATING:

 **30+**
INDICATORS

By incorporating more than 30 indicators, the Country Risk Ratings compile the above two components to provide one comprehensive rating for each country. A lower rating indicates a low risk to country's long term prosperity and economic development. Countries

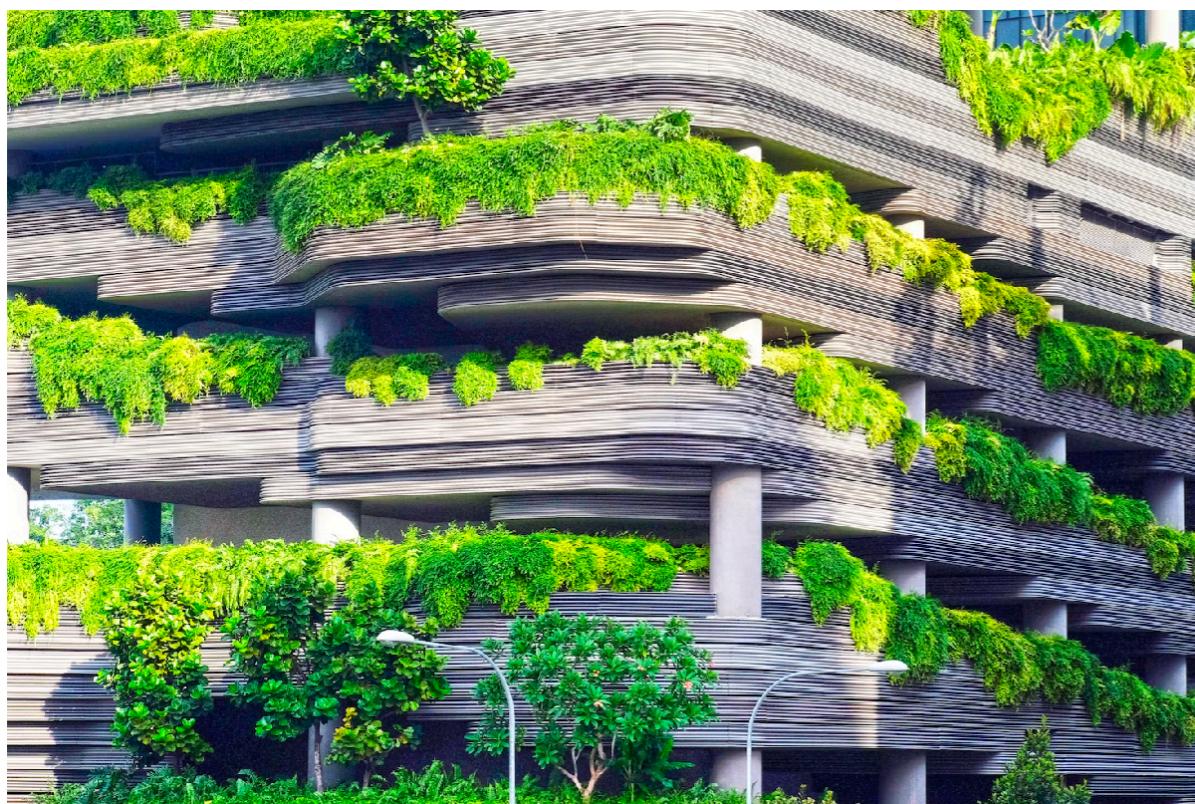
are also categorized into 5 risk categories (Negligible, Low, Medium, High and Severe).

5 RISK CATEGORIES:



Investissements durables dans le cadre de la SFDR

Le fonds Econopolis Patrimonial Sustainable est classé comme un fonds de l'**article 8 de la SFDR** (Règlement européen sur la divulgation de la durabilité financière) et favorise ainsi la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales. Dans le cas spécifique de Econopolis Patrimonial Sustainable, l'atténuation du changement climatique ainsi que plusieurs caractéristiques sociales sont encouragées. Aucun indice de référence n'a été désigné pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le fonds. Bien que le fonds n'ait pas pour objectif d'investir exclusivement dans des entreprises durables, il vise à **maintenir un portefeuille contenant au moins 40% d'investissements durables.**



Définition des investissements durables (selon la SFDR)

Un investissement durable est un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental et/ou social, à condition que l'investissement ne nuise pas de manière significative à un objectif environnemental et que les entreprises bénéficiaires suivent une bonne gouvernance.

Principe "Do no significant harm" et bonne gouvernance

Pour qu'un investissement soit durable, il ne doit pas nuire de manière significative aux objectifs de l'E/S et les entreprises bénéficiaires doivent suivre de bonnes pratiques de gouvernance. À cette fin, avant d'inclure un titre dans l'univers investissable, le comité d'investissement procède à une évaluation qualitative et quantitative des stratégies et des activités de l'entreprise. Cette évaluation se fonde, entre autres, sur la politique ESG décrite dans le présent document, qui prend en compte les notes de risque, les notes de controverse, les notes de pays, les investissements dans des activités controversées et les listes d'exclusion.

Proportion d'investissements durables

L'objectif durable des investissements durables du compartiment est de contribuer à l'atténuation du changement climatique en contribuant à maintenir l'augmentation maximale de la température mondiale bien en deçà de 2°C. Les investissements durables contribuent aux objectifs en étant les meilleurs de l'univers sur la base des émissions des champs 1 et 2. Ainsi, l'entreprise émettrice doit faire partie des 33 % d'entreprises les plus performantes de l'univers en termes d'émissions de portée 1 et 2.

Objectifs

L'objectif du sous-fonds est d'offrir à ses actionnaires des gains en capital à long terme. Cet objectif sera poursuivi en investissant les actifs du sous-fonds principalement dans des actions et des instruments à revenu fixe, ainsi que dans des liquidités ou d'autres instruments monétaires, sans limitation géographique et sans restriction sectorielle ou monétaire.

Quels sont les risques et quels pourraient être les gains potentiels en retour ?

Le résumé de l'indicateur de risque est un guide du niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres produits. Il montre à quel point il est probable que le produit perde de l'argent en raison des mouvements sur les marchés ou parce que nous ne sommes pas en mesure de vous payer. Nous avons classé ce produit comme 3 sur 7, ce qui correspond à une classe de risque moyen-bas. Cela évalue les pertes potentielles liées à la performance future à un niveau moyen-bas, et les mauvaises conditions du marché ont peu de chances d'impact sur notre capacité à vous payer. Soyez conscient du risque de change. Vous pouvez recevoir des paiements dans une devise différente de votre devise de référence, donc le rendement final dépendra du taux de change entre les deux devises. Ce risque n'est pas pris en compte dans l'indicateur ci-dessous, et d'autres facteurs de risque peuvent exister. Ce produit n'inclut aucune protection contre la performance future du marché, vous pourriez donc perdre une partie ou la totalité de votre investissement. Si nous ne sommes pas en mesure de vous payer ce qui est dû, vous pourriez perdre la totalité de votre investissement.

Information Technique	
Produit	Econopolis Patrimonial Sustainable
ISIN	Distribution (Classe I): LU0889925474 Capitalization (Classe I): LU0889925391
Devise	Euro
Horizon de placement	indéterminé, minimum 5 ans
Investissement minimum	Aucun
Frais d'entrée	0%
Frais de sortie	0%
Classification-SFDR	Fonds de l'article 8 promouvant les caractéristiques ESG
Taxe sur la transaction de sortie	Capitalisation: 1,32% avec un maximum de €4.000 / Distribution.: 0%
Taxe sur la transaction de conversion	De Cap. à Dis.: 1,32%, avec un maximum de €4.000 / De Dis. à Cap.: 0%
Précompte mobilier	Cap.: 0% / Dis.: 30% sur les dividendes
Frais courants*	Frais prélevés sur le fonds au cours d'une année : 1,04% pour la classe I*
Droits de garde annuels	0%
Fréquence de la valeur nette d'inventaire	La valeur nette d'inventaire est calculée de manière hebdomadaire

* Les frais courants indiqués sont une estimation basée sur le total des frais de fonctionnement estimés. Ce chiffre peut varier d'une année à l'autre.



L'indicateur de risque suppose que vous conserviez le produit pendant 5 ans. Le risque réel peut varier de manière significative si vous encaissez le produit à un stade précoce et que vous récupérez moins d'argent.



Informations importantes

Le prospectus actuel (FR), les informations clés pour l'investisseur (FR) et le dernier rapport annuel audité de la SICAV (ainsi que le dernier rapport semestriel) peuvent être obtenus gratuitement auprès de la société de gestion Conventum TPS, Boulevard Royal 16, L-2449 Luxembourg, ou à l'adresse www.conventumtps.lu.

Ces documents doivent être lus avant l'inscription

La valeur de ce produit sera consultable sur le site web de BEAMA : <http://www.beama.be/en>

Les investisseurs peuvent obtenir un résumé des droits de l'investisseur (disponible en NL, FR et EN) sur cette page web : <https://www.econopolis.be/nl/regulatory-information/>

La société de gestion de l'OPC est de nationalité luxembourgeoise et pourrait arrêter la distribution du compartiment en Belgique.

Contact

Distributeur responsable : Econopolis Wealth Management SA, Sneeuwbeslaan 20, boîte 12, 2610 Wilrijk - BE 0812 127 055

Réclamations:

- Econopolis Wealth Management SA, Sneeuwbeslaan 20, boîte 12, 2610 Wilrijk, concernant le Compliance Officer.
- Médiateur pour les différences financières, Ombudsfijn ASBL - North Gate II - Koning Albert II-laan 8 bus 2 - 1000 Bruxelles, e-mail : ombudsman@ombudsfijn.be.

Avertissement

Ce document est une représentation de la politique ESG du compartiment et non un prospectus. Le contenu de ce document ne peut en aucun cas être considéré comme un conseil en investissement relatif à un instrument financier. Les produits d'investissement mentionnés nommément dans le document, s'ils sont proposés aux clients, doivent être évalués en fonction du profil de risque du client et de son portefeuille existant. Les informations contenues dans ce document ne peuvent être distribuées, copiées ou transmises directement ou indirectement à toute autre personne, à quelque fin que ce soit.